

médias nationaux est concentrée dans les mains d'un petit nombre de propriétaires. On s'est également soucié de la crédibilité des avis du Canada, compte tenu du caractère limité de l'implication directe des médias canadiens (journalistes, reporters, etc.) dans les affaires de l'Asie-Pacifique.

Compte tenu de ces lacunes, il ne s'est pas dégagé d'accord sur le fait que le Canada pourrait toujours avoir un rôle précieux à jouer. Le groupe a adopté huit recommandations.

### **Recommandations**

1. Mettre l'accent sur le cadre juridique international dans lequel une presse libre pourrait fonctionner, au moyen de l'établissement d'un ensemble de normes, de principes et de règles.
2. Encourager une approche davantage tactique qui s'intéresserait plus à une approche précise, au cas par cas. Cette méthode accorderait moins d'importance à la sensibilité aux cultures et tirerait profit du degré d'ambiguïté permis par divers gouvernements d'Asie-Pacifique.
3. Reconnaître que la liberté de la presse n'est pas dissociable de la problématique des droits de la personne, mais en fait partie intégrante.
4. Définir les journalistes comme n'étant pas strictement des reporters. Au contraire, la liberté de la presse devrait aussi permettre la liberté des éditorialistes, des travailleurs d'ordre technique, etc.
5. Encourager les ambassades canadiennes à accorder une plus grande importance à la question des journalistes en danger, et à agir de façon plus opportune au sujet d'alertes lancées par l'organisme International Freedom of Expression Exchange.
6. Promouvoir des moyens de rechange en ce qui concerne la divulgation au moyen d'Internet et le soutien de la mise au point de nouvelles technologies par l'intermédiaire desquelles on pourrait diffuser des informations plus rapidement et plus efficacement. Le Canada devrait également encourager l'exploration d'avenues permettant d'abaisser le coût de la technologie afin de rendre l'information plus accessible en Asie-Pacifique.
7. Encourager les écoles canadiennes de journalisme à exploiter explicitement les réseaux situés en Asie-Pacifique par l'entremise de méthodes comme les échanges et la formation de journalistes d'enquête asiatiques au Canada.
8. Soutenir la mise en place de cadres institutionnels régionaux, particulièrement l'APEC, afin qu'ils permettent de manière plus approfondie l'accès des médias au